

**LA FIRST BANK VOUS DONNE**  
*Carte Blanche*

La Carte Blanche est la première carte de crédit au Cameroun et en Afrique Centrale.



Rendez-vous à l'agence Afriland First Bank la plus proche. Souscrivez votre carte de crédit et fini les files d'attente...

☎ 222 51 80 50 / 679 00 96 26    📍 653 46 53 46  
✉ qualite@afriandfirstbank.com    🌐 www.afriandfirstbank.com

# Eco-tidien

**Journal d'information économique et financière**

Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011

Directeur de la publication: ABEGOUMEGNE Bertrand

ECO-TIDIEN • N°012 DU 21 MAI 2024

400FCFA



**MON YAMO ECO**  
Lire la chronique de Romuald AKOA ZOÉ  
P.3



Les chiffres ont été révélés le 16 mai 2024 à Yaoundé au Cameroun, au cours de la Deuxième Session du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public au titre de l'exercice 2023. P.10

## PROJETS DU BIP

# Un taux d'exécution physique de 63,55 % au 31 décembre 2023

### BANQUE

**Abakal Mahamat reconduit au poste de DG de BGFIBank Cameroun**



A l'issue du conseil d'administration qui s'est tenu le 15 mai 2024 à Douala, Abakal Mahamat a été reconduit au poste de directeur général de BGFIBank Cameroun pour un nouveau mandat de cinq ans. Cette information a été confiée à Investir au Cameroun par Henri-Claude Oyima, le PDG du groupe bancaire gabonais. «Nous sommes très satisfaits de l'évolution de BGFIBank Cameroun, qui est l'un de nos pôles de croissance», a-t-il ajouté pour justifier cette reconduction. P.3

### AIR FRANCE-KLM

**Un nouveau Boeing 787 annoncé pour desservir le Cameroun**

Cette annonce a été faite par Madame Anne-Marie COUDERC, Présidente du Conseil d'Administration (PCA) d'Air France-KLM dans le cadre d'une audience que le Ministre des Transports (MINT), Jean Ernest Masséna NGALLÈ BIBÉHÈ lui a accordé, ce 16 mai 2024 dans son cabinet. P.6



### PIECE IDENTITE

**La production des CNI désormais en 48h au Cameroun**

Lundi 13 mai 2024 à Yaoundé, le Délégué général à la sûreté nationale (DGSN), Martin Mbarga Nguélé et le PCA de l'entreprise Augentic, Labinot Carreti, ont procédé à la signature d'un contrat pour la mise en place d'un nouveau système qui permettra de délivrer les cartes nationales d'identité (CNI) et d'autres titres identitaires en seulement 48 heures avant la fin de l'année 2024. Le Cameroun franchi ainsi une étape importante dans la modernisation de son système d'identification. P.9



## La vision globale de Tony Elumelu pour faciliter l'accès aux soins de santé

**Tony Elumelu, président du groupe UBA (United Bank for Africa) et fondateur de la « Fondation Tony Elumelu » a appelé toutes les parties prenantes au sein et à l'extérieur du secteur de la santé à unir leurs forces pour garantir non seulement à l'Afrique mais aussi aux autres continents qu'ils bénéficieront d'un environnement sain à l'avenir.**



**S'**exprimant lors d'un Forum sur la santé à Abu Dhabi, Tony connu pour sa philanthropie, son esprit entrepreneurial, son soutien aux Startups et aux entreprises à travers l'Afrique a déclaré qu'il existe un énorme fossé au sein du secteur de la santé qui a besoin d'innovations et de soutien pour se développer. Il déclare ainsi : « *J'investis dans des entreprises de soin de santé en Afrique ; je vois des défis quotidiens et les opportunités dans le domaine de la santé en Afrique. Nous gérons des cliniques et l'une des plus grandes HMO au Nigeria. Nous voulons démocratiser l'accès aux soins de santé* ».

Selon lui, lorsqu'il s'agit de soutenir et d'améliorer les conditions de santé en Afrique et dans le monde ce ne sont pas seulement les entrepreneurs et les entreprises qui doivent faire la différence avec leurs idées et innovations. Il ajoute : « *Les grandes sociétés pharmaceutiques ont également un rôle à jouer*

*ici car pour garantir un avenir durable en matière de santé, il est nécessaire de revoir le système actuel des brevets et de mettre en œuvre des réformes tout en encourageant l'innovation. Il faut également inciter les grandes sociétés pharmaceutiques à s'associer en R&D pour les maladies des pays à faible revenu. Les incitations à investir dans les R&D et les installations de fabrication pour les grandes sociétés pharmaceutiques des pays en développement sont également importantes ; donc tirer profit du système commercial mondial est également un élément important de l'égalité mondiale en matière de santé* ».

Il a déclaré que l'Afrique ne peut pas pleinement progresser dans le secteur de la santé à cause de l'inaccessibilité et du coût un peu trop élevé de l'électricité car elle est un atout important pour la santé d'où la nécessité de collaborer davantage. Il poursuit en disant : « nous devons travailler de manière innovante dans tous les secteurs sociaux pour obtenir des résultats. Un pourcentage élevé d'établissements de santé en Afrique ne dispose pas d'une alimentation électrique fiable (je pense que c'est environ 40%) : sans électricité, les résultats en matière de santé seront faibles. Pendant la pandémie de COVID 19, cela constituait un problème majeur car les salles d'isolement n'avaient pas d'électricité ; il était également difficile de stocker les vaccins envoyés sur le

continent. Le secteur mondial des énergies renouvelables, le secteur de l'énergie thermique ainsi qu'hydroélectrique devraient investir pour remédier à cette énorme carence énergétique en Afrique afin d'obtenir des résultats en matière de santé en Afrique ».

Concernant le changement climatique et la prestation des soins de santé, Tony a déclaré qu'il existe un lien entre les énergies renouvelables et les soins de santé puisque les deux sont liés par le changement climatique. « *Nous entendons beaucoup parler de financements climatiques disponibles pour les énergies renouvelables ainsi que des projets d'adaptation au changement climatique et de résilience mais qu'en est-il du déblocage du financement climatique pour la prestation des soins de santé et en particulier dans les marges où le changement climatique entraîne de nouvelles maladies qui n'étaient pas vues auparavant et accentuent les problèmes de santé. Comment peut-on accéder aux climatiques pour répondre également aux problèmes de santé ?* » Il a appelé les pays développés et les entreprises mondiales à se rassembler et à s'associer avec l'Afrique à investir massivement dans ce secteur.



## La BAD propose un Prix annuel des médias africains pour promouvoir une couverture médiatique plus équilibrée du continent et de

**Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a annoncé la création d'un Prix annuel des médias africains pour récompenser et faire connaître les journalistes, les correspondants et les organes de presse africains qui parlent des réalisations et des progrès de l'Afrique.**

**A**desina a déclaré que la Banque africaine de développement travaillerait avec l'organisation AllAfrica Media et des institutions financières africaines pour créer ce prix dans le cadre des efforts visant à promouvoir une couverture médiatique plus positive des évolutions enregistrées sur le continent. Il a prononcé jeudi 9 mai un discours liminaire lors du Sommet des leaders des médias d'Afrique, organisé par AllAfrica Media. « *L'Afrique doit façonner son propre récit et ne pas dépendre de ce que les autres pensent d'elle ou des perspectives qu'ils préfèrent partager à son sujet, sur ses réalisations et les opportunités qu'elle offre... Les récits positifs sur les opportunités d'investissement en Afrique doivent être bien mis en valeur, car ils ne bénéficient malheureusement pas d'une couverture suffisante, voire pas de couverture du tout, dans les médias occidentaux* », a déclaré Adesina.

Il a également proposé que la Banque africaine de développement, la Banque africaine d'import-export et toutes les institutions financières régionales mettent des ressources en commun pour soutenir l'émergence d'une société africaine de médias reconnue mondialement qui positionnera les nouvelles de l'Afrique dans le monde.

Le sommet, qui a pour thème « *Repenser les médias d'Afrique en cette période de mutations profondes* », réunit plus de 300 propriétaires et exploitants de médias africains, des responsables gouvernementaux, des dirigeants d'entreprise, des universitaires, des champions de la société civile et des



partenaires au développement pour discuter de l'activité des médias et du rôle essentiel qu'ils doivent jouer pour façonner l'avenir de l'Afrique. « *Les médias ont un rôle crucial à jouer, en étant justes, objectifs, curieux, en menant des investigations, oui, mais aussi en étant des catalyseurs du développement, et en faisant la promotion de nouvelles positives sur les réalisations, les accomplissements et les développements tangibles de l'Afrique* », a-t-il déclaré.

Adesina a également appelé les institutions de développement en Afrique à mettre en place un référentiel commun de récits, de vidéos et de contenus vérifiés et normalisés qui facilitera la compilation et la rédaction d'articles sur ce qui est réalisé en Afrique.

Il a également promis que la Banque africaine de développement, en collaboration avec ses partenaires et les institutions financières africaines, participerait à la création de bourses pour les journalistes et les

correspondants africains afin de contribuer au développement et au renforcement des capacités des journalistes et des correspondants travaillant sur l'Afrique. « *Ensemble, continuons à promouvoir l'Afrique. Je vous invite, en tant que leaders des médias, à devenir les vuvuzelas de l'Afrique! Racontez les histoires positives de l'Afrique* », a-t-il exhorté son auditoire composé de responsables de médias venus de tout le continent.

## BANQUE

# Abakal Mahamat reconduit au poste de DG de BGFIBank Cameroun

À l'issue du conseil d'administration qui s'est tenu le 15 mai 2024 à Douala, Abakal Mahamat a été reconduit au poste de directeur général de BGFIBank Cameroun pour un nouveau mandat de cinq ans. Cette information a été confiée à Investir au Cameroun par Henri-Claude Oyima, le PDG du groupe bancaire gabonais. « Nous sommes très satisfaits de l'évolution de BGFIBank Cameroun, qui est l'un de nos pôles de croissance », a-t-il ajouté pour justifier cette reconduction.



Abakal Mahamat reconduit au poste d'ADG de BGFIBank Cameroun

Depuis l'arrivée d'Abakal Mahamat à la tête de BGFIBank Cameroun en septembre 2019, les résultats nets de l'établissement de crédit sont en hausse constante. Ils sont passés de 3 milliards de FCFA en 2019 à 6,3 milliards en 2020. L'année suivante, ils atteignaient 8 milliards et ont franchi la barre des 10 milliards dès 2022. Pour l'année 2023, ils ont atteint 11 milliards, justifiant ainsi le dividende de 8,3 milliards de FCFA que le conseil d'administration a décidé de distribuer aux actionnaires. En 4 ans, ce dernier est donc parvenu pratiquement à quadrupler le résultat net.

Après avoir renouvelé sa confiance en lui, le conseil d'administration a demandé à Abakal Mahamat de continuer à travailler pour positionner la filiale camerounaise de BGFIBank parmi les premières banques du pays. Initialement, l'objectif du groupe bancaire gabonais était de se classer, d'ici 2025, parmi les deux premiers établissements de crédit

du Cameroun en termes de financement de l'économie. Désormais, l'ambition a été réajustée pour viser une place dans le top 5 au cours des trois prochaines années, un changement justifié par « l'environnement ».

Il faut noter que, en plus des difficultés économiques rencontrées par la sous-région, notamment depuis 2020 avec la crise du Covid-19, la concurrence s'est intensifiée au Cameroun. Au cours des trois dernières années, trois nouvelles banques (Bange, Access et La Régionale) ont fait leur entrée sur le marché portant le nombre d'établissements de crédit à 18, et l'arrivée d'un autre établissement de crédit, Africa Golden Bank, est prévue. Des bouleversements pourraient également survenir suite à la cession des parts de l'État dans la Commercial Bank Cameroun et au départ annoncé de la Société Générale du Cameroun.

## PLAN D'ACTION

Pour se hisser dans le top 5, il a été demandé au directeur général reconduit de poursuivre la mise en œuvre du plan triennal actuel de BGFIBank Cameroun. Ce plan prévoit le développement des quatre principaux métiers du groupe : la banque commerciale, la banque d'entreprises, la banque privée et l'assurance. Il comprend également des éléments essentiels tels que la bonne gouvernance, la transformation du capital

humain, une gestion efficace des ressources financières et matérielles, la maîtrise des risques, ainsi que le développement de la base clientèle et de la présence sur le marché.

« Le conseil a autorisé l'élargissement de notre base clientèle, c'est-à-dire la création d'agences partout dans le pays et la saisie de toutes les opportunités de marché pour renforcer notre présence », a précisé Henri-Claude Oyima, qui devrait s'impliquer davantage dans le développement de la filiale camerounaise. À l'issue du conseil d'administration du 15 mai 2024, il a été nommé président du conseil d'administration de BGFIBank Cameroun, succédant à l'assureur Richard Lowe, qui a achevé ses deux mandats de six ans chacun.

Les marges de progression restent importantes. Selon les données sur le secteur bancaire consultées par Investir au Cameroun, BGFIBank Cameroun se classe troisième en termes de crédits accordés aux entreprises privées à la fin de l'année 2023, avec un encours total pour ce segment de clientèle s'élevant à 345,6 milliards de FCFA. Concernant l'encours total de crédits accordés à l'économie, la banque occupe la septième place, représentant 7,9 % des parts de marché.

André Noir

## MON YAMO ECO

# J'aime mon Pays et J'aime l'Argent

Si tu considères cette affirmation comme étant un péché économique, tant pis ! Aka ! (comme on dit au Cameroun). Moi je suis amoureux de ma patrie et je suis amoureux de l'argent ! L'autre jour, à l'église, on m'a demandé de choisir entre aimer Dieu et aimer l'Argent. Moi, je choisis les deux ! Allez dire ! Allez brûler le fleuve Sanaga, si ça ne vous plaît pas ! En 2024, le Cameroun a honoré son célèbre 20 Mai, Fête de l'Unité Nationale, sous le thème « Armée et Nation, ensemble pour un Cameroun uni, pacifique et prospère ». Tu as vu ? Il y a le terme « prospère » là-dedans ! Et si tu me dis que tu n'aimes pas la prospérité, alors, tu aimes la sorcellerie de la négativité ! Les vrais patriotes aiment la prospérité ! Donc, ils aiment l'argent ! Comme moi ! D'ailleurs, il faut une Armée plus riche et une Nation plus riche ! L'argent, c'est bon pour la santé, l'éducation, la culture, l'économie, la communication, la sécurité, la famille et tous les autres domaines !

Oui ! J'adore le Mboa (patrie en langue Douala) ! Et j'adore aussi le Nkap (argent en langue locale) ! Ma Ding Moni ! (J'aime l'argent en Beti). Le pays des célèbres milliardaires Victor Fotso et

Françoise Puene, alias Mamy Nyanga est riche de près de 250 ethnies, réparties en trois grands groupes (Bantous, Semi-Bantous, Soudanais) et correspond à près de 250 langues nationales. Il faut que ces merveilleuses personnes aiment l'argent, l'investissement, la prospérité ! Il le faut ! Parce que la 5ème Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM5) de l'Institut Nationale de la Statistique (INS) fait réfléchir : « près de deux personnes sur cinq, soit 37,7%, vivent en dessous du seuil national de pauvreté estimé à 813 FCFA par personne et par jour. Avec ce seuil, ce sont environ dix millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté en 2022, pour une population totale estimée à environ 27 millions d'habitants. Cette situation s'explique par une série de facteurs, notamment une croissance économique insuffisante, les distorsions liées à la redistribution des richesses, ainsi que les différents chocs endogènes et exogènes, et les fluctuations des cours mondiaux des principaux produits d'exportation ou d'importation », révèle ladite Enquête.

Avec une telle réalité, comment ne pas aimer à la fois son pays et l'argent ?

D'ailleurs, j'aime l'Etat parce que l'Etat aime aussi l'argent ! Il en faut pour le développement ! Le 16 février 2023 à Yaoundé, un atelier d'échanges entre les responsables des Services Centraux et Déconcentrés du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire a mis en lumière les besoins globaux de financement de la Stratégie Nationale de Développement 2020 – 2030 (SND30) estimés à 88.000 milliards de Fcfa. On y a aussi appris que les 15 projets et plans phares de la SND30 nécessitent 37.500 milliards de Fcfa, les 156 projets du Programme d'impulsion initiale de la SND30 ont besoin d'environ 9.500 milliards de Fcfa, tandis que les 68 projets du Plan d'investissement prioritaire 2023-2025 coûtent 9.670 milliards de Fcfa. Tu vois ! Il faut aimer l'argent, les gens et les investissements ! Le bien-être de la patrie en dépend !

Romuald Akoa Zoé



Romuald Akoa Zoé

## CEMAC

# La Bdeac met 60 milliards Fcfa dans les projets dans différents secteurs

La proposition a été faite le 13 mai 2024 lors du Conseil d'administration qui s'est tenu à Douala, capitale économique du Cameroun.



Les membres du Conseil d'Administration de la BDEAC

Le Conseil d'Administration de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) s'est réuni en session ordinaire à Douala (Cameroun) le 13 mai 2024, sous la présidence de Hamid Tahir Nguilin, Ministre des Finances et du Budget de la République du Tchad.

A l'occasion, Dieudonné Evou Mekou, Président de la BDEAC, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour, au rang desquelles étaient inscrits la validation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023, le Rapport Annuel d'activités de l'exercice 2023, les propositions de financement et d'autres dossiers concourant à la bonne gouvernance de la Banque.

Examinant les comptes clos au 31 décembre 2023, le Conseil a noté avec satisfaction la situation comptable de la Banque qu'il a décidé de soumettre à l'Assemblée Générale des actionnaires pour approbation. « *Statuant sur le Rapport Annuel des activités de la Banque en 2023, les Administrateurs se sont réjouis quant aux résultats satisfaisants obtenus dans un contexte de ralentissement économique, avec des réalisations majeures telles que l'augmentation du capital social qui a été porté de FCFA 1 200 milliards à FCFA*

*1500 milliards ; l'accélération des travaux de redéploiement de la comptabilité aux normes IFRS ; le lancement du processus d'acquisition d'un ERP ; et le démarrage des travaux relatifs à la notation financière* », souligne le rapport du Conseil.

Poursuivant son ordre du jour, le Conseil a examiné et approuvé plusieurs propositions de financement des projets dans les secteurs de l'agriculture et l'agro-industrie, le transport aérien et les services financiers pour un montant global de 60 milliards de Fcfa. L'Assemblée Générale des actionnaires se tiendra très prochainement pour adopter les différentes résolutions qui lui ont été soumises par le Conseil d'Administration.

Placide Onguéné

## TRANSFERT DES FONDS DÉVOLUS À LA CDEC

# Les banques rappelées à l'ordre sur les délais fixés au 31 mai prochain

C'est dans cette optique que s'est ouvert ce 3 mai 2024 à Yaoundé, et sous l'égide du ministre de l'eau et de l'énergie, Gaston Eloundou Essomba, le forum sur la vulgarisation des énergies renouvelables au Cameroun.



Richard Evina Obam, directeur général de la CDEC

Au cours d'une réunion avec les responsables des banques le 13 mai dernier, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDEC), Richard Evina Obam, a rappelé aux dirigeants de banques les diligences au transfert de fonds.

Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour. Parmi lesquels, la présentation le décret du Premier ministre fixant les modalités de transfert des fonds dévolus à la CDEC, et faire le point sur les diligences préalables au transfert desdits fonds, entre autres.

Dans cette dynamique, plusieurs actions ont été menées. Il s'agit des concertations avec l'Apeccam (Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun), des visites individuelles dans les banques ainsi que des séances de travail avec celles-ci. La rencontre du 13 mai 2024 visait concrètement à rappeler la date butoir du 31 mai 2024 prescrite par le décret du Premier ministre du 1er décembre 2023 et précisant les modalités de transfert des fonds dévolus à la CDEC.

« C'est donc l'occasion pour nous de commenter ce décret afin qu'on ait la même compréhension, une bonne appropriation de ce décret et surtout faire le point sur les préalables effectués de part et d'autre (CDEC, les banques), pour que la date du 31 mai 2024 soit respectée et que les fonds et valeurs dévolus à la CDEC soient effectivement transférés », a indiqué Richard Evina Obam, directeur général de la CDEC. Pour lui, « *la rencontre d'aujourd'hui obéit à la démarche participative qui a été adoptée par la CDEC dans le cadre de son opérationnalisation. Ça a été aussi le cadre d'une concertation sur le partenariat futur entre l'instrument et lesdites banques* ».

A date, certaines banques ont déjà procédé à des déclarations et transferts. Le DG de la CDEC a demandé ainsi aux banques et les autres acteurs non bancaires d'emboîter le pas à « *ceux qui ont été exemplaires en procédant spontanément au transfert* ».

La date du 31 mai 2024 ne peut plus être repoussée, selon la CDEC. En effet, les pouvoirs publics ont

été assez indulgents. L'opérationnalisation de la Caisse n'est intervenue que 15 ans après sa création, donnant ainsi suffisamment de temps aux banques et autres institutions de s'arrimer. De même, le décret du PM du 1er décembre 2023 n'était pas d'application immédiate. Il y avait un moratoire de six mois. Ainsi, « *si les banques sollicitent un moratoire, ce serait un moratoire de trop, les pouvoirs publics ont attendu 15 ans. Nous sommes sur la base d'une réforme, d'un planning, il y a un business plan à exécuter et la rencontre d'aujourd'hui a permis d'aplanir les différentes idées sur la question afin qu'il y ait une compréhension commune des dispositions du décret du Premier ministre* ».

### BIEN ENCADRÉ LES RESSOURCES

Au cours des travaux, les banques ont soulevé certains problèmes dont certains étaient déjà réglés. Le plus complexe reste néanmoins, l'impact des transferts sur leur situation financière et leur situation prudentielle. Par ailleurs, la CDEC avait déjà prévu des mesures « *particulières de transfert de fonds* ». Ainsi, la seule chose qu'il reste à faire est le transfert des fonds dévolus à la CDEC. Pour l'Apeccam, il est question aujourd'hui de « *s'assurer que les ressources soient bien encadrées et que la réforme soit réussie* ».

Pour rappel, la Caisse des dépôts et consignations a reçu son premier transfert de fonds d'une compagnie d'assurances. Le 31 octobre 2023, la CDEC recevait plus d'1,5 milliard FCFA d'Allianz Cameroun. Il s'agit des fonds relatifs aux contrats en déshérence au sein de cette société.

Elise Nguélé

## COOPÉRATION

# L'Union européenne revendique 330 milliards de Fcfa d'encours de projets au Cameroun

Ces fonds, principalement sous forme de dons, couvrent les secteurs tels que la gouvernance, le développement économique durable, l'appui au PME et au climat des affaires, la protection de l'environnement, les changements climatiques, l'énergie renouvelable...



L'Union européenne revendique 330 milliards de Fcfa d'encours de projets au Cameroun

La Délégation de l'Union européenne au Cameroun et pour la Guinée Equatoriale a organisé le 9 mai 2024 à Yaoundé, une réception sur fond de diplomatie culturelle, en marge de la célébration des Journées de l'Europe. Cette cérémonie a été une occasion pour Jean-Marc Châtaignier, Ambassadeur de l'UE au Cameroun et désigné auprès de la Guinée Equatoriale, de revenir sur le partenariat entre le Cameroun et l'Europe. « *Depuis mon arrivée au Cameroun, je me suis efforcé d'aller à la rencontre de tous des bénéficiaires d'actions et interventions de l'UE : administrations, collectivités territoriales décentralisées, ONG, entreprises et opérateurs de projets. Et je peux vous assurer que j'ai découvert, dans chacune des 7 régions que j'ai officiellement visitées, des projets structurants, des start-ups et des pépites d'innovations, bref, des infrastructures, petites et grandes, qui accompagnent véritablement les besoins essentiels des populations locales* », s'est félicité le diplomate.

Dans le détail, les projets soutenus par l'UE au Cameroun, couvre l'ensemble du territoire et touchent les domaines variés, notamment le Terminal fruitier construit au sein du

Port autonome de Douala, le soutien à des coopératives de cacao pour le développement d'une filière cacaoyère respectueuse de l'environnement et de la forêt, la construction du barrage de Nachtigal qui entrera bientôt en service, de même que l'appui à la filière coton et le financement de la construction du Pont sur le Logone, qui sera inauguré d'ici la fin de l'année 2024.

Actuellement, selon Jean-Marc Châtaignier, l'Union européenne revendique près de 330 milliards de FCFA d'encours de projets au Cameroun sous forme principalement de dons. « *Les fonds européens couvrent trois grandes priorités de l'Union européenne dans le pays : la gouvernance, la paix et la sécurité ; le développement économique durable, l'appui au PME et au climat de affaires ; la protection de l'environnement, le changement climatique, l'énergie renouvelable, ce que nous appelons le « Pacte vert européen »* », a révélé le chef de la diplomatie européenne au Cameroun.

Omer Kamga

# « L'Afrique n'a pas besoin de demander sa place autour de la table », déclare Paul Kagamé à l'ouverture de l'Africa CEO Forum

« Comment l'Afrique peut-elle gagner sa place à la table des puissances de demain ? » C'est l'interrogation qui occupe les 48 heures de conférences, débats et rencontres de haut niveau organisés dans le cadre de l'édition 2024 de l'Africa CEO Forum, dont les travaux ont été officiellement lancés ce jeudi 16 mai à Kigali par Paul Kagamé.



« L'Afrique n'a pas besoin de demander sa place autour de la table », dira justement le président rwandais devant un parterre de participants, dont son homologue mozambicain Filipe Jacinto Nyusi, et les Premiers ministres de Sao-Tomé et de Côte d'Ivoire.

« CES CRISES NOUS APPRENNENT DES LEÇONS »

En effet, s'est-il défendu, presque 20% de la population mondiale représente aujourd'hui l'Afrique. Bientôt, a-t-il poursuivi, la seule classe moyenne au monde qui continuera de croître est l'Afrique, qui « restera l'un des moteurs économiques du monde ».

Devant cette foule également constituée du président de la Banque arabe pour

le développement économique en Afrique (Badea), Dr Sidi Ould Tah, le président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et le président du conseil d'administration d'Ecobank, Alain Nkontchou, Paul Kagamé ne nie tout de même pas les défis de l'heure. Après avoir énuméré quelques crises auxquelles le continent est confronté ces dernières années, le dirigeant du pays hôte a déclaré que « ces crises nous apprennent des leçons », dont la nécessité du secteur public de collaborer avec le privé.

« Les défis communs peuvent être résolus si nous travaillons ensemble », a-t-il aussi affirmé, avant de saluer l'initiative de la Zlecaf. « Plus l'Afrique est unie, plus nos interactions avec les partenaires seront productives », a lancé le président rwandais. Qui a également appelé à « améliorer notre capacité de réfléchir », et de « développer nos chaînes de valeurs ».

« ON NE PEUT PLUS RÉPÉTER CELA AUJOURD'HUI »

Organisé par Jeune Afrique Media Group en partenariat avec la Société financière

internationale (IFC), l'Africa CEO Forum est à sa 11e édition cette année, et se tient ainsi pour la 2e fois au Rwanda. Un pays dont Amir Ben Yahmed, CEO de Jeune Afrique Media Group, a salué le développement économique.

Intervenant à sa suite, Francis Gatere, CEO de Rwanda Development Bank a salué, pour sa part, la tenue d'un « forum productif », tout en lançant un appel à l'investissement dans son pays.

En ce qui le concerne, Makhtar Diop, CEO de l'IFC, a souligné la nécessité de ce type fora où les leaders écoutent le secteur privé, et vice-versa. « Il y a 10 ans, l'on disait que l'Afrique peut. On ne peut plus répéter cela aujourd'hui. Mais plutôt, l'Afrique est, l'Afrique crée », dira-il. Puis d'ajouter qu'elle crée de l'emploi, qu'elle nourrit sa population, et qu'elle développe un secteur privé résilient. « Nous devons devenir propriétaire de nos problèmes et écrire notre propre histoire », a-t-il conclu, paraphrasant le président Paul Kagamé.

André Noir

## Le PEAC veut relancer les projets régionaux d'interconnexion électrique

L'Afrique centrale peine depuis deux décennies à mettre en œuvre les projets d'interconnexion des réseaux électriques, en dépit de ses nombreuses potentialités. En mission de travail à Brazzaville, le nouveau président du comité de direction (PCD) du Pool énergétique d'Afrique centrale (PEAC), Rui Pereira Do Amaral Gourgel, a promis, le 16 mai dernier, de relancer les projets régionaux retenus en vue d'améliorer l'accès à l'électricité dans les pays.

Près de trois mois après son intronisation à la tête du comité de direction du PEAC, Rui Pereira Do Amaral Gourgel veut imprimer sa marque dans la gestion des projets régionaux d'interconnexion électrique. Lors de la visite du siège du PEAC, le PCD a échangé avec le personnel pour essayer de le mobiliser autour des défis à relever, avant de rencontrer les autorités congolaises pour obtenir leur soutien à sa feuille de route.

Le PCD Rui Pereira Do Amaral Gourgel, qui est aussi le président du Conseil d'administration de la Société nationale d'électricité de l'Angola, entend partager l'expérience de son pays en matière d'interconnexion électrique. « L'Angola est aussi membre du Pool énergétique d'Afrique australe. C'est cette expérience que nous comptons mettre au service du développement du marché commun d'électricité et de l'interconnexion des réseaux électriques (...) Il y a 20 ans, l'Angola a eu les mêmes problèmes de desserte en électricité. Mais aujourd'hui, nous avons réduit les délestages pour seulement une

coupure par an », a-t-il assuré.

Institution spécialisée de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, le PEAC a été créé en 2003 pour réaliser la politique énergétique, les études et la construction des infrastructures communautaires, ainsi que l'organisation des échanges de l'énergie électrique et des services connexes dans l'espace communautaire. Pour cela, le nouveau PCD a appelé l'équipe du PEAC « à passer de la théorie à la pratique » dans la mobilisation des financements nécessaires à la concrétisation des projets régionaux d'interconnexion électrique. Au total, 41 projets régionaux figurent au portefeuille du PEAC parmi lesquels le projet de la Boucle de l'amitié énergétique englobant les projets de l'interconnexion des réseaux électriques Inga-Cabinda-Pointe-Noire, regroupant l'Angola, le Congo et la République démocratique du Congo. À ce projet il faut ajouter celui de la construction du barrage de Chollet, d'une capacité de 600 mégawatts, sur la rivière Dja/N'goko, à cheval sur la frontière du Cameroun et le département de la Sangha.



Le PCD a échangé avec le personnel pour essayer de le mobiliser autour des défis à relever

Selon le secrétaire permanent du PEAC, Atadet Azarak Mogro, les quarante-et-un projets régionaux d'interconnexion électrique représentent 14 milliards d'euros, soit environ 9 157,6 milliards F CFA. Le PEAC vient de

recruter six nouveaux experts dont la mission est de rechercher les financements nécessaires à la réalisation de ces projets d'interconnexion électrique.

**Eco-tidien**  
Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala  
Récépissé de déclaration  
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011  
B.P : 13096 Douala  
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394  
Mail : journal.ecotidien@gmail.com  
Web : www.ecotidien.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
ET REDACTEUR EN CHEF  
Bertrand ABEGOUMEGNE

CONSEIL EDITORIAL  
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI  
Alain MINOUE

REDACTION CENTRALE  
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,  
Christian ADONG, Hassan MAMA  
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA  
André Noir, Placide ONGUENE

MISE EN PAGE  
INFINITE Studio

IMPRIMERIE  
Macacos

DISTRIBUTION  
Messapresse

TIRAGE  
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services



## Air France-KLM

# Un nouveau Boeing 787 annoncé pour desservir le Cameroun

Cette annonce a été faite par Madame Anne-Marie COUDERC, Présidente du Conseil d'Administration (PCA) d'Air France-KLM dans le cadre d'une audience que le Ministre des Transports (MINT), Jean Ernest Masséna NGALLÉ BIBÉHÈ, lui a accordé, ce 16 mai 2024 dans son cabinet.

Cette audience qui a été l'occasion pour l'équipe managériale d'Air France-KLM d'échanger avec les acteurs du secteur de l'aviation civile au Cameroun, a vu la participation du Secrétaire général du MINT, des Directeurs généraux de la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), des Aéroports du Cameroun (ADC S.A.), de Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co) et du Chef de division de l'Aviation civile côté Cameroun. La PCA d'Air France-KLM était accompagnée des Directeurs généraux Afrique, Afrique centrale, du Cameroun et de son Directeur de cabinet.

À son entame, le MINT a rappelé le partenariat privilégié qui existe entre le Cameroun et la France depuis plusieurs décennies. Cette relation se traduit par l'intense activité de la Compagnie Air France-KLM au Cameroun. D'ailleurs, cette compagnie a obtenu des Autorités camerounaises une dérogation aux dispositions de l'Accord aérien le 21 février 2023 qui leur a permis d'obtenir une quatorzième fréquence.

Tout au long des échanges, les Directeurs généraux de la CCAA et des ADC S.A. ont fait le point des activités d'Air France-KLM au Cameroun. Une bonne collaboration ont-ils assuré.

Pour Madame Anne-Marie COUDERC, l'Afrique est une zone importante pour la compagnie du fait des liens historiques qu'elle entretient avec la France. Le Cameroun est un marché important et Air France-KLM, selon sa PCA, ambitionne lui offrir des produits à sa hauteur. Elle a également affirmé être consciente des griefs relevés contre sa compagnie, notamment la qualité des services et les tarifs élevés.

Aussi, elle a annoncé que le Cameroun sera desservi dans les prochains jours par un Boeing 787 pour répondre aux doléances des clients. Il s'agit pour sa compagnie d'offrir un service à la hauteur de sa vision et de ce qu'elle promet.

Durant les échanges, le Directeur général de Camair-Co a suggéré une réflexion sur une coopération entre Camair-Co et Air France-KLM.

L'équipe managériale d'Air France-KLM a, cet effet, rassuré l'assistance de leur ambition de renforcer les accords de partenariat avec les compagnies aériennes des pays qu'Air France-KLM dessert. Une coopération qui pourrait être technique ou centrée sur la formation.

Le DG de la CCAA a insisté sur l'aspect environnemental et les énergies renouvelables, tout en espérant que la compagnie va intégrer le Cameroun comme pays pilote pour tous projets liés à l'environnement.

Au terme des échanges, la PCA d'Air France-KLM a rassuré le MINT sur l'amélioration de l'offre des services de sa compagnie au Cameroun.

Le MINT, quant à lui, a affirmé être optimiste pour



Mme Anne-Marie COUDERC, PCA d'Air France-KLM et le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna NGALLÉ BIBÉHÈ

la réalisation imminente de cette promesse qui vise à améliorer les relations entre la destination Cameroun et cette compagnie.

**Celcom Mintrans**

## DISTINCTION

## La Fondation MTN Sacrée Meilleur Partenaire de la Journée Internationale des Filles dans le secteur des TIC 2024

À l'occasion de la Journée Internationale des Filles dans le secteur des TIC 2024 qui se célèbre le 30 avril de chaque année, la Fondation MTN, première fondation d'entreprise au Cameroun, a été distinguée par African Women In Tech Startup (AfricanWITS) comme Meilleur Partenaire de l'édition 2024.



Ce prix est une reconnaissance des efforts constants de la Fondation

Ce prix marque le soutien exceptionnel apporté par la Fondation MTN lors des célébrations de la Journée des Filles dans le secteur des TIC 2024. Lors d'un concours d'innovation organisé le 6 mai 2024, des femmes professionnelles expérimentées issues de l'Association Women Development Program de MTN Cameroon, Women in Tech et de la Fondation MTN ont apporté leur soutien au « AfricanWITS Girls

in ICT Day Innovation Challenge ».

Ce concours, qui s'est déroulé en présence des représentants du MINMIDT (Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique), du MINPROFF (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille) et du MINPOSTEL (Ministère des Postes et Télécommunications), portait sur la recherche et les propositions de solutions contre la violence basée sur le genre.

Les représentantes de MTN Cameroon ont participé activement en tant que membres du jury et ont fourni un mentorat et des conseils précieux aux jeunes filles lors d'un concours de codage informatique.

MTN Cameroon, par l'intermédiaire de sa Fondation d'entreprise, a renforcé son engagement à soutenir l'inclusion digitale des communautés les plus vulnérables en attribuant des prix en espèces et des forfaits de connexion

internet mobile aux trois premières équipes gagnantes.

Être reconnu comme meilleur partenaire de la Journée internationale des Filles dans le secteur des TIC 2024, souligne l'engagement sans faille de la Fondation MTN à réduire la fracture numérique sexospécifique et à promouvoir un écosystème technologique plus dynamique et plus inclusif au Cameroun. « Ce prix est une reconnaissance des efforts constants de la Fondation pour combler le fossé numérique entre les sexes et autonomiser les jeunes femmes dans le domaine de la technologie » indique l'institution.

Rappelons aussi qu'à l'occasion de la Journée internationale des filles dans le secteur des TIC le 25 mai dernier, la Fondation MTN a formé une centaine de jeunes filles à Ngaoundéré, à l'inclusion numérique à travers des services mobiles.

## PORT DE DOUALA

## Vers la construction d'un nouveau quai pour stimuler le commerce international

Cette annonce a été faite par Madame Anne-Marie COUDERC, Présidente du Conseil d'Administration (PCA) d'Air France-KLM dans le cadre d'une audience que le Ministre des Transports (MINT), Jean Ernest Masséna NGALLÉ BIBÉHÈ, lui a accordé, ce 16 mai 2024 dans son cabinet.

Après la mise en service des quais 14,15 et 16, la Régie envisage la construction dès cette année d'un nouveau quai (17) et d'une nouvelle plateforme d'entreposage de 5 hectares. Il s'agit, selon une source proche, de construire 250 mètres de quai, l'aménagement de 7,9 hectares de terre-pleins arrière et le rallongement de 1200m linéaires supplémentaires de voies de RTG (grue à portique de pneus en caoutchouc Ndfr.).

Ces travaux qui seront réalisés par l'entreprise Negri et Fils vont durer 30 mois pour une enveloppe de 47,2 milliards de Fcfa supportée par le constructeur. En contrepartie, le promoteur exploitera l'infrastructure pendant 10 ans et la RTC sera chargée des actes d'exploitation et de facturation. Cette initiative rentre dans le vaste plan d'investissement engagé par le Port Autonome de Douala. « Il s'agit d'arrimer cette infrastructure stratégique pour le Port de Douala-Bonabéri et le commerce extérieur du Cameroun, aux standards internationaux du secteur, après 15 années d'une concession infructueuse », explique le top management.

Réalisée, l'infrastructure portera à 4, le nombre de quais de la RTC et permettra d'améliorer les opérations

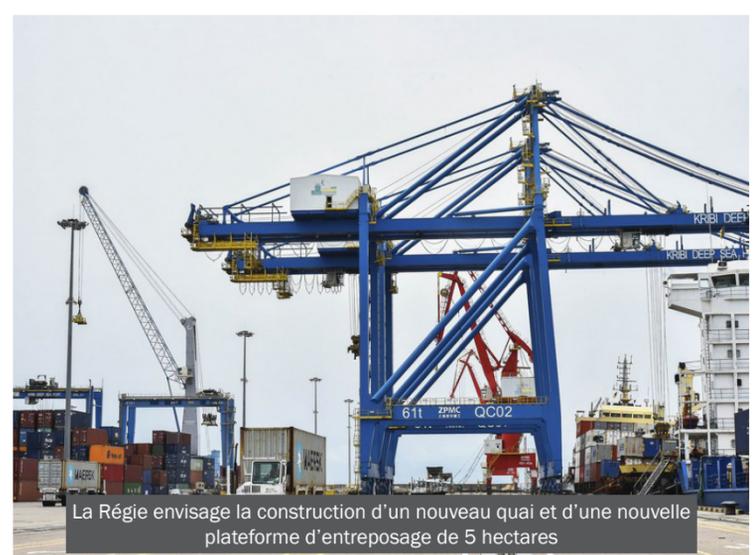
de chargement et de déchargement, réduisant ainsi les délais des opérations. Cette initiative permettra d'améliorer l'efficacité des opérations portuaires, d'attirer de nouveaux investissements et de favoriser la croissance économique du pays.

Rappelons que depuis l'entrée en service de la RTC le 2 janvier 2020, en remplacement de Douala International terminal (DIT), filiale de Bolloré, les performances vont croissantes. En quatre ans, 44,1 milliards ont été investis. Selon les chiffres consultés par EcoMatin, l'entreprise a concrètement investi 2,96 milliards de Fcfa en 2020 contre 9,48 et 9,09 milliards de Fcfa respectivement en 2021 et 2022, avant de doubler l'enveloppe pour atteindre 19,1 milliards de Fcfa en 2023. Soit 40,6 milliards de Fcfa d'investissements bouclés et 3,5 milliards de Fcfa en cours, en quatre années d'existence.

Ses performances financières ne sont pas en reste. Son chiffre d'affaires est passé de 49 milliards en 2020 à 54,3 milliards de Fcfa en 2022 puis à 57,1 milliards en 2023. Les redevances versées au PAD sont passées de 15 milliards en 2020 à 17 milliards en 2022. La productivité navire est passée de 15 mouvements à l'heure en 2020 à 27 mouvements à l'heure. Le temps

d'attente en rade est passé de 5,77 jours en 2020 à 2 jours avec un extremum de 1,54 jours en 2022. Le taux d'occupation des quais est passé de 70% en 2020 à 52% en 2022.

**Omer Kamga**



La Régie envisage la construction d'un nouveau quai et d'une nouvelle plateforme d'entreposage de 5 hectares

## TRAVAUX PUBLICS

# Plus de 27 milliards Fcfa pour les travaux de la pénétrante Nord de Yaoundé

Emmanuel Nganou Djoumessi a présidé une réunion le 08 mai 2024 en vue du lancement des travaux de dédoublement sur Olembe-Echangeur Obala.

Le ministère des travaux publics insiste sur le démarrage effectif des travaux de dédoublement de la pénétrante Nord de la ville de Yaoundé (Olembe-Echangeur Obala). Dans ce sens, une réunion présidée par Emmanuel Nganou Djoumessi a eu lieu le 08 mai dernier.

Cette réunion visant les travaux en 2x2 voies sur une longueur de 22 kilomètres a réuni autour du maître d'ouvrage, l'ensemble de l'équipe-projet, le Maire de la ville de Yaoundé, le représentant du gouverneur de la région du Centre et les représentants des concessionnaires.

Ces travaux qui traversent les départements du Mfoundi, de la Mefou et Afamba et de la Lekie dans la région du Centre, ont pour objectif selon le Mintp de sécuriser et désencombrer la circulation à l'entrée Nord de la ville de Yaoundé, plus précisément sur la partie de la route Nationale 1 allant d'Olembe au lieu-dit Echangeur d'Obala. « Ils seront réalisés par l'entreprise Arab Contractors Cameroon pour un montant total de 27 064 193 112 FCFA, Toutes Taxes Comprises et financés conjointement par l'État du Cameroun et la

Banque de Développement des États d'Afrique Centrale (BDEAC). Le contrôle technique sera assuré par le Groupement INTEGC/SINOGE/GE pour un montant total de 1 338 759 823 FCFA, Toutes Taxes Comprises. Ces fonds sont issus de l'optimisation des ressources des travaux d'aménagement des routes Batchenga-Ntui-Yoko-Lena, Ketta-Djoum et Mintom-Lele-Ntam au mieux, des reliquats cumulés de ces différents projets », explique le Mintp.

A cet effet, la BDEAC a donné son accord pour l'utilisation de ces reliquats dans le financement des travaux relatifs au dédoublement de la pénétrante Nord de la ville de Yaoundé. La rencontre du 08 mai a permis au Maître d'ouvrage d'identifier les contraintes relatives à la mise en œuvre de ce projet. Il s'agit notamment de l'occupation de l'emprise de cette section de route par les populations riveraines et les problèmes liés à la gestion des installations des réseaux des concessionnaires tels que Camtel, Camwater et ENEO.

A cet effet, le ministre a instruit à l'équipe projet et les autres parties prenantes, d'effectuer dans un bref délai, une descente conjointe de

reconnaissance du site. A l'issue de cette descente, il est attendu de l'entreprise adjudicatrice, son planning des travaux. Il est aussi prévu la construction d'un échangeur à l'Entrée Champs de tir (Chambre des comptes), la construction des routes connexes, des voiries, des passerelles et des infrastructures socio-économiques.

Cédric Boyomo



Mme Anne-Marie COUDERC, PCA d'Air France-KLM et le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna NGALLÉ BIBEHÉ

## BARRAGE DE NACHTIGAL

# L'évacuation de l'électricité vers le septentrion et le Tchad prévue en 2027

Le Cameroun ambitionne d'interconnecter ses réseaux électriques du Sud et du Nord pour former un réseau unique d'ici 2027. « Dans un avenir proche, l'énergie produite par le barrage de Nachtigal sera également évacuée vers la partie septentrionale du pays à travers l'interconnexion du Réseau interconnecté Sud (RIS) et du Réseau interconnecté Nord (RIN). Cette interconnexion permettra à notre pays d'avoir un réseau unique, ce qui permettra aux régions septentrionales de bénéficier de la production des ouvrages construits dans le RIS », a déclaré le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba.



Vers la fusion des deux réseaux

Le membre du gouvernement a souligné l'importance stratégique de cette unification vendredi 10 mai, lors de la cérémonie marquant l'injection des 60 premiers mégawatts du barrage de Nachtigal situé sur le fleuve Sanaga, à environ 65 km au nord-est de la capitale Yaoundé, dans la région du Centre du pays. La fusion de ces deux réseaux en un système unifié permettra une distribution plus efficace de l'électricité à travers tout le pays, réduisant ainsi les disparités régionales et renforçant la résilience du système électrique national. Cette unification permettra par ailleurs une meilleure intégration des énergies renouvelables dans

le mix énergétique du Cameroun, le barrage de Nachtigal devant permettre au Cameroun de bénéficier d'une « **électricité décarbonée, disponible et moins chère** », d'après le ministre de l'Énergie.

Actuellement, le RIS alimente les régions du Centre, du Sud, du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est, tandis que le RIN dessert les régions septentrionales du pays, à savoir l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord. La fusion des deux réseaux, dont la mise en œuvre est prévue dans le cadre du Projet d'interconnexion des réseaux

électriques du Cameroun et du Tchad (Pirect) qui doit être livré en 2027, selon les projections, devrait permettre de maximiser l'utilisation des ressources énergétiques disponibles à travers le pays, offrant ainsi une plus grande fiabilité et une meilleure qualité de service aux consommateurs.

Ce projet intégrateur, estimé à 557,5 milliards de FCFA, prévoit d'exploiter le potentiel énergétique du barrage de Nachtigal en évacuant une partie de sa production vers le nord du pays. L'objectif étant « **de satisfaire la demande locale sur l'ensemble du territoire national et d'exporter également** », indique-t-on au ministère de l'Énergie. En effet, avec ce projet, il est prévu d'exporter 100 MW d'électricité vers le Tchad. Ce qui devrait faire du Cameroun le pionnier de l'exportation de l'énergie électrique en Afrique centrale.

### LE CASSE-TÊTE DE L'ABSORPTION

Après la mise en service du premier groupe de la centrale hydroélectrique de Nachtigal ce 10 mai 2024, « **la mise en service des six autres groupes se fera progressivement, à la cadence d'un groupe de 60 MW chaque mois, dans la perspective d'une mise en service commerciale de la centrale en décembre 2024** », a indiqué le ministre Eloundou Essomba. À cette date,

la centrale fournira une puissance de 420 MW. Sauf que le Réseau interconnecté Sud n'est pas pour l'instant capable d'absorber toute cette électricité. Le gouvernement a élaboré, avec l'appui des partenaires au développement, un plan d'action prioritaire pour la période 2024-2026, visant à optimiser l'absorption de l'énergie produite par le barrage de Nachtigal. « **En effet, l'absorption optimale de l'énergie provenant de Nachtigal est tributaire de la mise en œuvre des projets de distribution et transport de l'électricité consignés dans ledit Plan. Il s'agit des investissements en distribution qui seront principalement orientés vers le remplacement des unités de comptages dans l'optique de réduire la fraude et d'augmenter les recouvrements auprès des clients. Pour le segment transport, il sera question d'augmenter les capacités de transformation des postes, ce qui aboutira à l'amélioration de la qualité de la fourniture en énergie électrique auprès des industries et des ménages** », a affirmé Gaston Eloundou Essomba.

Sauf qu'à ce jour le Cameroun n'a pas encore mobilisé la totalité des 400 milliards de Fcfa nécessaires pour le financement de ce plan. Le pays a déjà obtenu 180 milliards de FCFA auprès de la Banque mondiale et environ 49 milliards Fcfa auprès de la Banque africaine de développement (BAD). Il faut donc encore 171 milliards de Fcfa. Prévu pour être mis en œuvre dès début 2024, le lancement de ce plan n'a toujours pas eu lieu.

Rémy Ngassana

## GESTION PUBLIQUE

## FER DE MBALAM-NABEBA

# Le Cameroun et le Congo procèdent au lancement technique du projet

La saga Mbalam-Nabebe continue. Immense et prometteur gisement de fer, à cheval entre le sud-est du Cameroun et le nord-ouest du Congo-Brazzaville. Nouvelle étape mercredi 8 mai côté congolais, avec la cérémonie de lancement de l'exploitation de la mine de Nabebe.



L'exploitation du gisement a débuté au Cameroun et au Congo

Coup de pelle symbolique pour la mine de Nabebe dans la localité de Souanké, dans le département de la Sangha, au Congo, en présence des ministres des Mines des deux pays et du ministre camerounais des Transports. Au Cameroun, le lancement de l'exploitation du gisement de Mbalam avait eu lieu le 22 décembre.

Mbalam-Nabebe doit représenter à terme le cinquième pôle mondial de production de fer et générer plus de 20 000 emplois, selon ses promoteurs. Sur le papier, le projet comprend non seulement l'exploitation des mines de part et d'autre de la frontière, mais aussi la construction d'une ligne de chemin de fer de 600 km jusqu'au port autonome de Kribi, sur la côte camerounaise. À Kribi, un terminal minéralier va être construit.

## FINANCEMENT D'UN CONSORTIUM CHINOIS

Le financement est intégralement extérieur.

Selon le ministère camerounais des Mines, un consortium chinois, la compagnie Bestway Finance Limited, enregistrée à Hong Kong avec ses partenaires, a drainé 10 milliards de dollars d'investissements. À travers sa filiale congolaise Sangha Mining Development (SASU), Bestway Finance Ltd détient les permis miniers pour trois gisements au Congo, dont celui de Nabebe, pour une durée de 25 ans renouvelables.

Mbalam-Nabebe a été initié dans les années 2000 et développé pendant une décennie par le groupe australien Sundance Resources, toujours en litige devant la Chambre internationale de commerce avec le Cameroun et le Congo, et devant la justice australienne avec le groupe Aust-Sino, société chinoise basée en Australie, que Sundance accuse de corruption, de malversations et d'avoir utilisé des informations confidentielles pour acquérir illégalement le projet.

Christian Trésor Adong

## TRAVAUX PUBLICS

# Près de 2 milliards de Fcfa pour l'extension du marché central de Douala

Le 2 mai 2024, le maire de Douala, Roger Mbassa Ndine, a posé la première pierre des travaux d'extension du marché central A, au lieu-dit marché du Charbon, a annoncé la Communauté urbaine de Douala (CUD), mairie de la ville, sur sa page Facebook. Cet acte fait suite à un partenariat public-privé d'un montant de 1,8 milliard de FCFA, signé entre la CUD et la Société



8 Près de 1000 commerçants bientôt recasés

La mairie de Douala rapporte que le prestataire a été choisi, suite à un appel d'offres, en raison de sa capacité financière à couvrir les coûts des travaux d'extension du marché situé à New-Bell, dans le 2e arrondissement. Toutefois, Investir au Cameroun n'a pas pu avoir des informations sur les états de services de cette entreprise.

Selon les termes du contrat, SG CRTP financera la construction de 213 boutiques, réparties en 78 boutiques de 2,73 m<sup>2</sup>, 43 de 5,07 m<sup>2</sup> et 92 de 7,25 m<sup>2</sup>, ainsi que 322 comptoirs, et ce, dans un délai d'un an. Le concessionnaire assurera ensuite la gestion de ces boutiques et comptoirs pendant sept ans, avant de les rétrocéder à la CUD.

La direction des grands travaux de la CUD annonce qu'une nouvelle concession pour le financement, la construction, et la gestion de l'extension sud-est du même marché est envisagée en face de la Poste.

Selon le maire Roger Mbassa Ndine, cette

extension répond à la nécessité d'offrir plus d'espaces marchands aux commerçants, afin qu'ils cessent d'occuper les trottoirs. Cette initiative devrait également contribuer à l'augmentation des recettes fiscales, lesquelles étaient estimées à 51,19 milliards de FCFA en 2023, représentant 86% du budget de la CUD, évalué à 59,5 milliards de FCFA pour l'exercice en cours.

Créé en 1982, le marché central de Douala, avec ses 5000 à 6000 commerçants, est considéré comme l'un des plus grands marchés de la sous-région d'Afrique centrale et constitue une source importante de recettes pour la CUD. Selon le maire de Douala, l'extension de ce marché marque le début d'un programme ambitieux de modernisation des espaces publics marchands. Ce programme est prévu pour s'étendre au-delà du marché central pour inclure d'autres marchés de la capitale économique du Cameroun.

Omer Kamga

## CAMEROUN-TCHAD

# 80 milliards de Fcfa de la BID pour le projet d'interconnexion des réseaux électriques

En signant cet accord de prêt et en tenant compte du premier financement de 178 milliards octroyé par la Banque mondiale en décembre dernier, le pays aura capté 63,7% du montant total qu'il doit investir pour le projet hormis sa contrepartie.

Le 14 mai 2024, le président de la République a signé un décret autorisant le ministre de l'Économie à contracter un crédit auprès de la Banque islamique de développement (BID). Le prêt sollicité d'un montant de 80,5 milliards de Fcfa est destiné au financement du projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad (Pirect). En signant cet accord de prêt et en tenant compte du premier financement de 178 milliards octroyé par la Banque mondiale (BM) en décembre dernier, le Cameroun aura capté 63,7% du montant total qu'il doit investir pour le projet hormis sa contrepartie qui s'élève à 56,2 milliards de Fcfa.

Concrètement, le pays devra financer 2 des 3 composantes du projet à hauteur de 620 millions d'euro, environ 406,6 milliards de Fcfa. Dans le détail, la composante 1, financée par la BM (272 millions d'euro déjà accordés) et la BID (123 millions d'euro à contracter) comprend la construction de 524 km de ligne aérienne double terne de 225 KV entre Ntui (région du Centre) et Wouro Soua (région de l'Adamaoua); construction de 4 postes de transformation

dans les localités de Ntui, Yoko, Tibati et Wouro Soua et l'alimentation de 110 villages dans les régions du Centre et de l'Adamaoua. La composante 2 quant à elle soutenue par la Banque Africaine de Développement à hauteur de 225 millions d'euros, permettra au Cameroun d'exporter de l'électricité vers le Tchad, en lui fournissant 100 MW. L'énergie exportée proviendra du barrage de Nachtigal, dont la première turbine a été récemment mise en service.

Pour rappel, en décembre, l'unité de gestion du Pirect présentait les entreprises devant se déployer au Cameroun pour la "conception, fourniture et montage des lignes haute tension pour l'interconnexion 225 kV entre les réseaux RIS (réseau interconnecté Sud) et RIN (réseau interconnecté Nord)". Il s'agit des indiennes Kalpataru projects international limited et Transrail lighting limited qui devront réaliser les travaux des 3 lots retenus dans le cadre du projet. La première va couvrir les lots 1 et 2 que sont respectivement la ligne haute tension de Nachtigal à Yoko et haute tension de Yoko à Tibati pour enveloppe de 74,55 milliards de



L'exploitation du gisement a débuté au Cameroun et au Congo

Fcfa. Tandis que la seconde va se déployer sur le lot 3 relatif à la construction de la ligne haute tension de Tibati à Wouro Soua, à hauteur de 43,667 milliards de Fcfa.

A noter que, le projet Pirect lancé le 21 novembre 2023 et d'un coût total de 557,5 milliards de Fcfa devra à terme conduire à l'électrification

de 478 localités dont 409 au Cameroun et 69 au Tchad pour un total de 540 000 personnes bénéficiant de services d'électricité nouveaux ou améliorés.

O.K

## AUTO-EMPLOI

# Un bus-école inauguré au Cameroun pour promouvoir la culture d'entreprise

Le ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat Achille BASSILEKIN III a procédé ce 14 mai 2024 au Cercle Municipal de Yaoundé au dévoilement BUS-ECOLE. C'était en présence de l'Ambassadeur d'Italie au Cameroun, du secrétaire Général de la Chambre de Commerce Italie-Cameroun, du Directeur Général de l'Agence de Promotion des PME (APME) et de nombreuses autres personnalités. Cette intelligence est le fruit d'un accompagnement constant dans la réalisation du projet Italie – Cameroun avec l'appui technique de l'entreprise italienne TEKNE.



Le projet du BUS-ECOLE est une méthode spécifique d'accompagnement de proximité à l'entrepreneuriat

Il s'agit d'un Projet d'acquisition d'un bus aménagé destiné à des tournées (roadshows) de formation et d'information sur l'entrepreneuriat et la création d'entreprises en milieu urbain, péri-urbain et rural. Le projet du BUS-ECOLE est une méthode spécifique d'accompagnement de proximité à l'entrepreneuriat et à la formalisation des entreprises à l'aide d'un bus suréquipé. L'APME apporte ainsi une solution innovante et une contribution majeure pour adresser les problèmes de la « périurbanisation » croissante, elle-même conséquente de la « métropolisation » progressive des villes comme Yaoundé, Douala, Bafoussam, Garoua, etc. Cette nouvelle orientation qui sera implémentée par l'APME, vise à promouvoir l'entrepreneuriat en milieu

rural et péri-urbain s'aligne effectivement sur le processus de décentralisation qui a pris corps avec l'entrée en scène des exécutifs régionaux et locaux, pour favoriser le développement économique et social de nos collectivités territoriales, notamment rurales.

L'objectif principal est l'acquisition d'un Bus aménagé et connecté, dénommé Bus-Ecole en vue de sensibiliser à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise, de manière plus inclusive, par un dispositif d'accompagnement de proximité. Cet objectif vise à donner la possibilité à tout un chacun de créer une entreprise ou une activité autonome, indépendamment de son milieu social et à améliorer les débouchés professionnels pour

les individus sous-représentés ou désavantagés dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi en les ancrant dans une démarche d'innovation.

Le Bus est conçu et aménagé pour être un lieu de formation connecté et un fablab mobile. Il permettra d'aller à la rencontre de porteurs de projets, même isolés dans des zones rurales ou des quartiers enclavés. En plus des formations, le bus pourrait être aménagé de sorte à servir d'espace de co-working (lorsqu'il est immobilisé sur une longue période) et de prototypage, mais aussi de laboratoire grandeur nature à des moments ou pour des situations de démonstration et d'accompagnement bien précises.

En dévoilant ce Bus Ecole, le MINPMEESA a souligné qu'il s'agit d'un dispositif qui va enfin permettre la matérialisation de la culture d'entreprise. Il favorisera un accompagnement de proximité. Par cet outil, le programme promotion de l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise devient une réalité. Il n'a pas manqué de magnifier la coopération italienne par laquelle ce bus a été mis en place grâce à l'entreprise TEKNE.

Notons que Tekne SARL est une entreprise italienne fondée en 1989. Lors de sa création, c'était un bureau d'ingénierie électronique. Rapidement, elle se développe dans la réalisation de cartes électroniques destinées aux applications de son invention. Elle poursuit sa diversification dans un secteur de niche, les systèmes électriques dédiés aux véhicules spéciaux faisant appel à l'électronique comme les véhicules spéciaux avec capteurs de charge, de comportement et de mouvement. Enfin Tekne va devenir un constructeur en réalisant des véhicules que ni IVECO ni ASTRA ne pouvaient réaliser car trop différents des modèles de série. En 2018, Tekne s'est intéressé aux autobus. D'abord en réalisant des adaptations tout-terrain pour des conditions extrêmes à partir de châssis de camions Iveco ou Astra puis, en réalisant les carrosseries et les aménagements intérieurs complets.

Depuis 2021, la société Tekne se compose de cinq divisions à savoir l'électronique, l'autobus-autocars, équipements de secours et enfin camions et véhicules et matériels militaires.

Omer Kamga

## PIECE IDENTITE

# La production des CNI désormais en 48h au Cameroun

Lundi 13 mai 2024 à Yaoundé, le Délégué général à la sûreté nationale (DGSN), Martin Mbarga Nguélé et le PCA de l'entreprise Augentic, Labinot Carreti, ont procédé à la signature d'un contrat pour la mise en place d'un nouveau système qui permettra de délivrer les cartes nationales d'identité (CNI) et d'autres titres identitaires en seulement 48 heures avant la fin de l'année 2024. Le Cameroun franchi ainsi une étape importante dans la modernisation de son système d'identification.



Un Centre de production des CNI

Ce projet comprend la construction de 68 centres multifonctionnels ultramodernes dans les 10 régions et les 58 départements du Cameroun. De plus, il prévoit la rénovation de 219 postes d'identification existants afin de les moderniser. Le nouveau système d'identification introduira une application, permettant la prise de rendez-vous en ligne et assurant une disponibilité étendue à tout le pays, a déclaré Labinot Carreti, le PDG de INCM-Augentic. « On va aussi assurer l'expédition des cartes à travers tous les postes d'identification dans tout le territoire camerounais », a-t-il ajouté. Ce système devrait permettre la délivrance de la Carte nationale d'identité (CNI) en 48h suivant le dépôt de la demande, d'ici la fin de l'année 2024.

Le 29 décembre 2023, Martin Mbarga Nguélé avait annoncé que le chef de l'État avait autorisé la mise en place de ce nouveau système, incluant une plateforme de pré-enrôlement en ligne. Trois centres autonomes de production de la CNI seront construits à Yaoundé (Centre), Douala (Littoral) et Garoua (Nord), ainsi que des centres modernes d'enrôlement dans chaque chef-lieu de région, expliquait-il. Il affirmait que ce nouveau système sera opérationnel cette année, selon les assurances données lors de la présentation des vœux de Nouvel An le 24 janvier dernier. Il sera similaire à celui mis en place pour les passeports biométriques, pour lequel un contrat de 200 millions d'euros (131 milliards de FCFA) avait été confié à INCM-Augentic.

## VERS LA HAUSSE DU COÛT DE LA CNI

Ce contrat donnait mandat au consortium pour construire et exploiter l'infrastructure. Selon l'ambassade d'Allemagne au Cameroun, la société a investi 30 millions d'euros (19,6 milliards de FCFA) pour la construction du centre national de production des passeports. Les investissements consentis par les prestataires justifient la hausse du coût du timbre, qui est passé de 75 000 à 110 000 FCFA, déclarait à

l'époque le ministre des Finances, Louis Paul Motaze. A en croire le patron de la Police camerounaise, l'investissement consenti par les prestataires justifiera une augmentation du coût de la CNI, dont les frais d'établissement s'élèvent actuellement à 2 800 FCFA.

Cette initiative intervient alors que certains citoyens attendent depuis un an, voire des années, l'obtention de leur CNI, dépassant ainsi le délai d'attente réglementaire de trois mois. Cette situation avait conduit à une campagne de revendication sur les réseaux sociaux autour du slogan « Je veux ma CNI ». Le gouvernement a attribué ces retards à la nécessité de sécuriser l'identité camerounaise, dans un contexte où les fraudes sont susceptibles de compromettre sa fiabilité. En plus de la CNI, les autres titres d'identité tels que la carte de séjour, la carte de résident, la carte de réfugié, la carte professionnelle de police et la carte nationale d'invalidité seront également produits dans un délai de 48h.

Christian Trésor Adong

## PROJETS DU BIP

# Un taux d'exécution physique de 63,55 % au 31 décembre 2023

Les chiffres ont été révélés le 16 mai 2024 à Yaoundé au Cameroun, au cours de la Deuxième Session du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public au titre de l'exercice 2023.



L'Honorable Rosette Moutymbo Ayayi, Présidente du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public

De façon spécifique, la situation physico-financière du Budget d'Investissement Public (BIP) 2023 au 31 décembre 2023 indique les données suivantes en Fcfa : un engagement financier de 1025,11 milliards de Fcfa, soit 72,26 % contre 92,07 % à la même période, soit une baisse de 19,91 points ; une liquidation de 993,63 milliards de Fcfa, soit 70,04 % contre 89,59 % au terme du mois de décembre de l'exercice 2022, soit une perte de 19,55 points ; une ordonnancement de 991,93 milliards de Fcfa, soit 69,92 % contre 89,22 % à la même période de l'exercice 2022, soit une diminution de 19,30 points ; un taux d'exécution physique des projets de 63,55 % contre 74,56 % à la même période de l'exercice 2022, soit une baisse de 11,01 points.

En ce qui concerne le BIP sur ressources internes, il ressort au 31 décembre 2023, les statistiques suivantes : un taux d'engagement financier de 88,95 % contre 84,81 % à la même période en 2022, soit une hausse de 4,14 points ; un taux de liquidation de 84,42 % contre 79,64 % au terme du quatrième trimestre de l'exercice 2022, soit une augmentation de 4,78 points ; un taux d'ordonnancement de 84,17 % contre 78,89 % au 31 décembre 2022, soit un gain de 5,31 points ; un taux de réalisation physique de 73,71 % contre 72,89 % à la même période en 2022, soit une hausse de 0,82 points.

Concernant les projets relevant des financements extérieurs, il est observé au terme du mois de septembre de l'exercice 2023, les statistiques ci-après : un taux de décaissement de 56,23 % contre 98,73 % à la même période en 2022, soit une baisse de 42,50 points ; un taux de réalisation physique de 55,90 % contre 75,96 % à la même période en 2022, soit une diminution de 20,06 points.

L'exécution physico-financière du BIP sur

crédits délégués aux Services déconcentrés de l'Etat et ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) quant à elle se présente comme suit : un taux de lancement des Appels d'Offres de 98,79 % ; un taux d'attribution des marchés de 97,53 % ; un taux de signature et de notification de 94,00 %. Les régions du Littoral, de l'Ouest et de l'Adamaoua affichent les meilleurs taux de réception des marchés (respectivement 94,84 % ; 93,14 % et 89,76 %). Globalement, l'exécution physico-financière du BIP à gestion déconcentrée a connu une hausse par rapport à la même période de l'exercice 2022. De façon spécifique, il est observé les données : un taux d'engagement de 96,78 % contre 75,08 % à la même période de l'exercice 2022, soit un gain de 21,7 points ; un taux de liquidation de 75,86 % contre 49,97 % au terme du quatrième trimestre de l'exercice 2022, soit une hausse de 25,89 points ; un taux physique de 82,54 % contre 73,53 % au 31 décembre 2022, soit une augmentation de 9,01 points. En outre, les enquêtes font état de ce que les Régions de l'Adamaoua et de l'Ouest enregistrent les meilleures performances avec des taux d'exécution respectifs de 97,21 % et 91,46 % ; les Régions de Centre et de l'Est enregistrent quant à elles les taux d'exécution physique des projets les moins élevés.

Dix principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets gérés dans les Régions ont été révélées : retard dans les procédures de contractualisation, non appropriation des textes relatifs aux marchés publics par plusieurs acteurs de la chaîne d'exécution du BIP, faible remontée des données d'exécution physico-financière de certains projets, lenteur dans l'exécution des bons de commande, tenue irrégulière des Comités Techniques Communaux, non-exécution des projets de forage, maturation insuffisante de certains projets programmés, faible capacité financière de certaines entreprises

adjudicataire, insuffisance du personnel qualifié pour accompagner les CTD dans la gestion technique de leurs projets d'investissement et difficultés à exécuter certains projets en raison de l'insécurité.

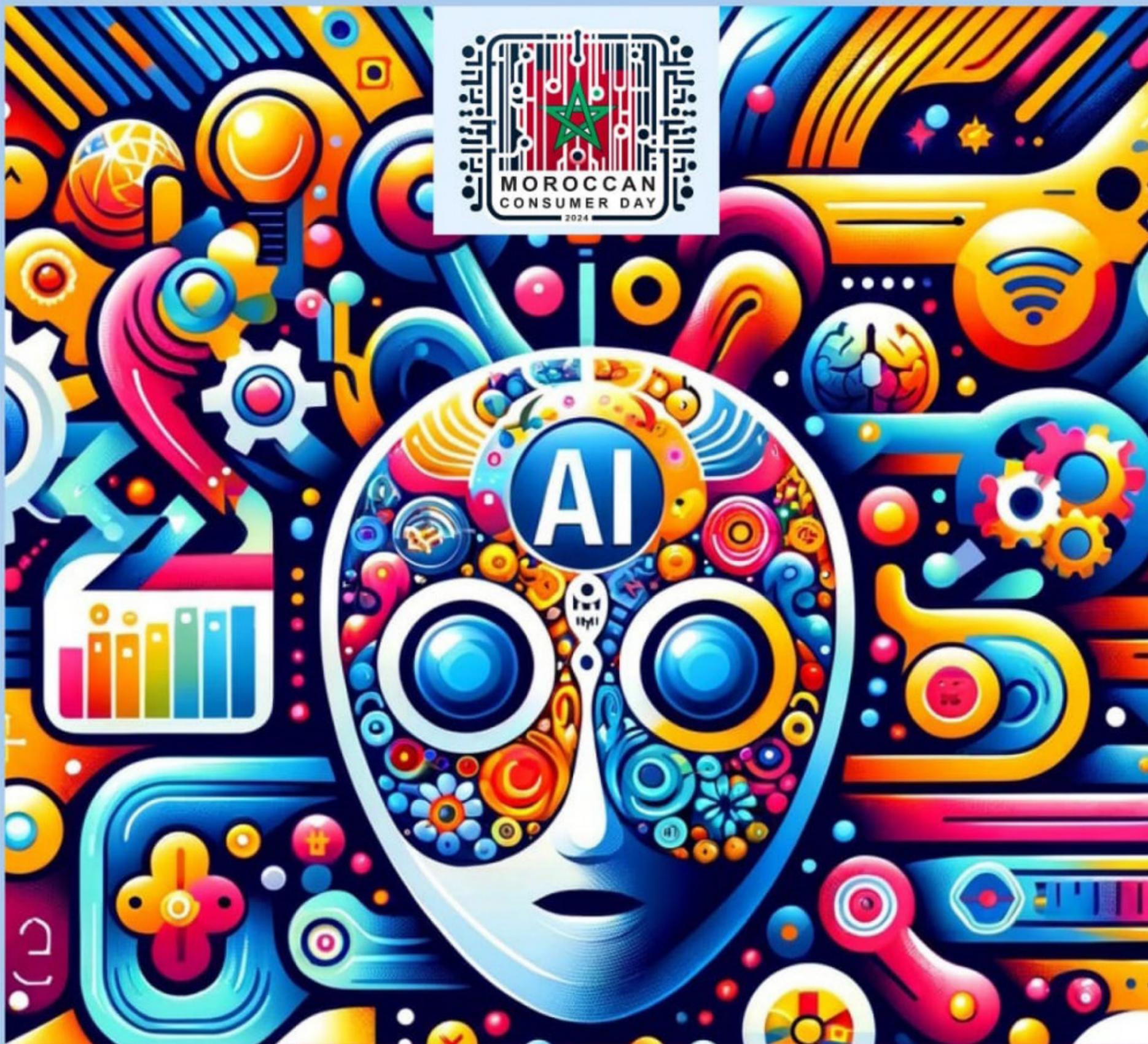
Près de huit heures d'horloge. C'est le temps qu'a duré l'ensemble des échanges enrichis par divers exposés et des propositions. Les travaux de la Deuxième Session du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-Financière de l'Investissement Public au titre de l'exercice 2023 ont été présidés par l'Honorable Rosette Moutymbo Ayayi, Présidente du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public, par ailleurs Présidente de la Commission des Finances à l'Assemblée Nationale du Cameroun. Elle a notamment rappelé quelques éléments contextuels qui ont encadré l'exécution du Budget d'Investissement Public au titre de l'exercice 2023 à savoir : l'engagement de la mise en service des grands projets de première génération ; la poursuite de la préparation des grands projets de deuxième génération ; le renforcement de la cohésion sociale et du processus de décentralisation ; la poursuite de la mise en œuvre des plans et programmes de reconstruction des régions affectées par les crises, en particulier celles du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord ; la poursuite de la mise en œuvre de la politique de l'import/Substitution et le maintien de la veille sécuritaire et sanitaire. Elle a ajouté qu'au titre de l'exercice 2023, la loi de finances arrête le budget général à 6 311, 0 milliards de Fcfa en Autorisations d'Engagement (AE) et 6 274,8 milliards de Fcfa en Crédits de Paiement (CP), soit une hausse de 5,0% en CP par rapport à l'exercice 2022. La part dudit budget général consacrée à l'investissement public est de 1 423,0 milliards de Fcfa en AE et de 1 386,8 milliards de Fcfa en CP, soit 22,1% en valeur relative du budget général de

l'Etat. Ce qui représente une baisse de 2,3% par rapport à l'exercice 2022, a-t-elle précisé. Elle a également fait savoir que ce budget a connu un ajustement le 02 juin 2023, avec la signature par le Président de la République, de l'Ordonnance n°2023/001 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2022/020 du 27 décembre 2022 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023, faisant ainsi passer le BIP de 1 386,8 milliards de Fcfa à 1 359,3 milliards de Fcfa.

Ces travaux font suite à d'autres qui se sont tenus deux jours plutôt, au sein du même Amphithéâtre 300 du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minépat) à Yaoundé. Le Sous-Comité Technique de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public a tenu lui-aussi sa Deuxième Session au titre de l'exercice budgétaire 2023, sous la présidence d'Isaac Tamba, Président dudit Sous-Comité et par ailleurs Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics (DGEPIP) au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minépat). On y a appris que l'exécution des

projets du BIP est certes influencée par le contexte économique national et international marqué par le renchérissement des coûts des matériaux locaux des produits importés. Toutefois, cette exécution a également été entravée par des difficultés liées à la contractualisation des projets (non-respect des plans de passation des marchés, maturation insuffisante de certains projets, infructuosité de certains appels d'offres, etc.), l'exécution physico-financière des projets (lenteurs dans l'exécution physique de certains projets, abandon de certains chantiers, faible appropriation des procédures, crise sécuritaires dans certaines régions, etc.) et le mécanisme de suivi de l'exécution des projets (remontée insuffisante des informations sur les projets, tenue irrégulière des sessions des cadres de concertation dans certaines administrations et région, etc.). A cet effet, au nom du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minépat), Isaac Tamba, Président du Sous-Comité Technique de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public et par ailleurs Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics (DGEPIP) au Minépat a recommandé à l'ensemble des administrations d'améliorer la productivité, l'optimisation et l'efficacité dans l'exécution des chantiers de développement public, dans un environnement international marqué par la dégradation des conditions climatiques impactant le rendement agricole, les perturbations des circuits d'approvisionnement causées par le conflit russo-ukrainien et la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar US.

**Romuald Akoa Zoé, correspondance particulière**



5<sup>ÈME</sup>  
ÉDITION

IMPACT DE L'IA SUR LA RELATION  
CONSOMMATEURS/ MARQUES  
QUELS USAGES ET QUELLE ETHIQUE ?

LUNDI 3 JUIN 2024 - PALACE D'ANFA - CASABLANCA

Event by **ConsoNews**



Wafa Assurance Vie  
Cameroun

Source de confiance

# SE PROJETER DANS L'AVENIR AVEC CONFIANCE

C'EST OPTER POUR LES  
➔ **SOLUTIONS CORPO**  
DE Wafa ASSURANCE  
VIE CAMEROUN



**INDEMNITÉS DE  
FIN DE CARRIÈRE**

**PRÉVOYANCE  
COLLECTIVE**

**RETRAITE  
COLLECTIVE**

 OUTILS DE FIDÉLISATION

 SOLUTIONS SUR-MESURE  
SELON VOS BESOINS

 DISPOSITIFS FISCALEMENT  
ATTRACTIFS

 Rue Toyota Bonapriso, immeuble Wafa Assurance  
BP 13072 Douala - Cameroun

Pour toute information, contactez-nous :  
 [solutionscorpo@wafaassurance.cm](mailto:solutionscorpo@wafaassurance.cm)

[www.wafaassurance.cm](http://www.wafaassurance.cm)

